

# Enbata

HEBDOMADAIRE  
POLITIQUE  
BASQUE  
13 septembre 2012  
n° 2244  
1,30 €

La rentrée d'AEK

## Collectivité territoriale

# La torpille socialiste

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



# Stupeur et colère contenue

Comment ne pas se laisser gagner par ces sentiments désagréables, après le coup de Jarnac opéré par quelques élus socialistes lors de la réunion du Conseil des élus de jeudi dernier... Tandis qu'écologistes, centristes et abertzale, soutenus par des personnalités de droite, défendaient la motion présentée par le président Lasserre demandant d'examiner l'hypothèse d'une «collectivité territoriale pour le Pays Basque», les socialistes bayonnais, emmenés par la députée Capdevielle, avançaient un texte alternatif de dernière minute, qui brisait l'unanimité des participants et remettait en cause le cœur même de la motion.

L'attitude de ces sept élus, si elle vient à se confirmer le 13 septembre, s'apparente clairement à une volte-face. Tout simplement inacceptable, tant sur la forme que sur le fond. Sur la forme, car ce document, soumis à la hâte, a été distribué pendant la réunion, ôtant toute possibilité de lecture approfondie. Preuve du peu d'égards porté à l'endroit des membres du Conseil et de la légèreté avec laquelle il fut préparé. Sur la forme, car il y a trois mois encore, la candidate Capdevielle déclarait dans les colonnes des quotidiens, «je suis personnellement favorable à une collectivité territoriale à statut spécifique» et «sur ce dossier, il ne faut pas se rater comme en 1981. La gauche n'est pas responsable. La droite était ultramajoritaire au Pays Basque à l'époque» (Le JPB, 13 juin 2012). Que ne résonnent point ces dernières paroles dans votre esprit, madame la députée! Avez-vous donc la mémoire si courte?

Il fut question, dans la bouche des promoteurs du texte, de recherche d'un consensus. Mais, qui a empêché le consensus, si ce n'est eux-mêmes, par leur attitude incompréhensible? L'on nous oppose aussi la recherche d'une position cohérente entre tous les socialistes de la V<sup>e</sup> circonscription. Madame Capdevielle, c'est de l'avenir institutionnel de l'ensemble du territoire qu'il est ques-

tion! Quel manque de discernement de la part de personnes qui convoitent la municipalité de Bayonne. Auraient-ils si peu d'ambition pour leur ville qu'ils refusent de la penser en préfecture-capitale du Pays Basque Nord!

À tout ceci faut-il certainement ajouter un brin de lâcheté, une concession faite aux secteurs les plus conservateurs du parti, arc-boutés sur les schémas de la III<sup>e</sup> République nationaliste. J. Espiondo et G. Mondorge, qui avaient présenté un troisième texte plus immobiliste encore, ont agi de la même manière que leurs camarades bayonnais, ne participant pas au vote final de la motion du président. Tous les socialistes ne furent fort heureusement pas faibles, ce soir-là. Tandis qu'Ecenarro se défilait, la députée Alaux, la sénatrice Espagnac et le conseiller régional Maitia maintenaient loyalement et courageusement leur position favorable.

Où diable se cache donc le problème? La collectivité territoriale du Pays Basque a le soutien d'une part importante et croissante de la population, d'une majorité des élus, du monde associatif, culturel et économique représenté par le Conseil des élus qui a lui-même avalisé et promu cette motion. Va-t-il falloir ferrailer contre ceux qui furent de toutes les manifestations, qui signèrent toutes les pétitions et qui participèrent, au côté de 36 000 de nos concitoyens à la consultation de Batera? La collectivité territoriale spécifique du Pays Basque ne peut pas, ne doit pas être une victime collatérale des dissensions internes au Parti socialiste. Que ceux qui ont pris des engagements électoraux les tiennent, qu'ils assument, avec le courage, la constance et la ténacité que l'on est en droit d'attendre d'élus de leur niveau, leurs convictions devant l'ensemble du corps électoral, sans privilégier les manœuvres d'appareils de partis. De l'initiative, de la hauteur de vue et un peu de clairvoyance! Que l'Histoire de notre territoire n'ait pas à retenir que les auteurs du coup fatal, au moment où tout paraissait possible, était de gauche, socialistes et se disaient progressistes.

# Independentzia oihuak

Asteartean izan zen Diada eguna Katalunian, herri horren besta nazionala. Aurtan, beste urteetan baino oihartzun handia izan du egun horrek, sekula baino indar gehiagorekin ekarri baitute independentziaren bandera. Milaka eta milaka lagunek egin zuten manifestazioa Kataluniaren independentziaren alde. Azken urteetan gero eta gehiago dira independentziaren alde agertzen direnak. Zapatero Espainiako Gobernuruburu zen mementoan, Kataluniak estatutu berezi bat onartu zuen, baina Espainiako Gobernuak baztertu zuen ondotik. Kataluniarentzat ostikoa izan zen, baina aldi berean, ostiko hark sustatu zuen independentziaren aldeko giroa.

Orain, Espainiak krisi ekonomikoa gogorki jasaten duen garai hauetan (gainerako herriek ere ez dute espantu egitekorik, ez eta Euskal Herriak berak ere), Katalunian oraino gehiago zabaldu da estatu horretatik bereizteko gogoia. Kataluniak erreskatea galdegin dio Espainiari, krisi ekonomikoa gogor jotzen duelako bera ere. Baina Kataluniak dio Espainiari ematen dion dirua, berak eskuratzen duena baino gehiago dela, eta beraz Espainiak berak zor diola dirua Kataluniari. Espainia traba bat da Kataluniarentzat.

Euskal Herritik ere gauza bera erran daiteke: Espainia traba

bat da, eta Euskal Herria bera errekarra darama. Kasu egin behar da, ordea, holako argudioekin. Independentzia aldarrikatzeko arrazoia ezin da testuinguru edo egoera ekonomikoaren arabera izan. Euskaldunek kasu egin behar dugu diskurtso demagogikoan erori gabe, ez dugulako independentzia horregatik nahi eta ez duelako gure proiektua edertzen.

Hori erranik, Kataluniatik badugu zer ikasi. Han indar handia egiten ari dira independentziaren alde, bi herrik beren burua herri aske proklamatu dute. Euskal Herrian ez dago estrategia garbirik independentziara begira. Egoera politiko berrian, kasu egin behar da erakunde publikoen kudeaketara mugatuko litzatekeen politika batera ez mugatzeko. Argi da ez dagoela Espainiako gobernuarekin eta oraino gutiago Frantziakoarekin, negoziazio prozesurik edo estrategiarik. Nazio eraikuntzaren bidea herriz ekarri behar dugu gure artera, eta hor sartzen da independentziari begira egin daitekeen guzia: gure erakunde nazionalak sortu, Katalunian egiten hasi diren bezala, herri batzuek independentzia proklamatu eta abar. Horiiek ardatz nagusi baten adibide batzuk baizik ez dira. Euskal abertzaleek estrategia sendo bat gogoetatu eta adostu behar lukete herri hau estatu independente izateari begira.



# McGuinness et la Reine, le revers de la photo

David Lannes

C'est sans conteste une image choc: Martin McGuinness serre la main de la Reine Elizabeth sous le regard attendri du leader unioniste Peter Robinson. L'ancien chef d'état major de l'IRA tout sourire aux côtés de la Reine d'Angleterre, chef des forces armées britanniques... Cette photo prise en juin en marge de la visite de jubilé de la Reine à Belfast a fait couler beaucoup d'encre. Du côté du Sinn Féin, qui avait boycotté la visite de la Reine en République d'Irlande un an auparavant, on a tâché d'expliquer ce revirement. La rencontre avec la Reine s'inscrirait selon McGuinness dans «*le processus de réconciliation nationale*» et serait une manière de «*tendre la main aux Unionistes à travers la personne de la Reine Elizabeth*». Gerry Adams insiste: «*une des clefs de l'unification de l'Irlande est l'aptitude [des Républicains] à convaincre une partie des Unionistes que c'est une bonne décision pour eux*»; pour l'instant, ils semblent davantage enclins à crier au «*piratage*» du jubilé de la Reine... Quant à la majorité de la presse anglaise et aux dissidents républicains, ils se retrouvent - une fois n'est pas coutume - pour railler la «*capitulation*» de McGuinness, à l'instar du Daily Telegraph selon qui «*l'establishment britannique achève le désarmement de Martin McGuinness*». De manière plus constructive, l'ancien gréviste de la faim et syndicaliste Tommy McKearney estime qu'il aurait été préférable de refuser de rencontrer la Reine. «*Cela aurait été une étape importante pour inviter [les Unionistes] à considérer le républicanisme irlandais comme une philosophie cohérente plutôt que comme une identité ethnique hostile*».

## Avancées peu perceptibles

Force est en effet de constater que dans les zones ouvrières les plus pauvres, les avancées du processus de paix sont assez peu perceptibles et que les tensions entre catholiques et protestants sont plus vives que jamais. Belfast compterait par exemple 99 murs de séparation entre zones protestantes et catholiques contre seulement 26 en 1994, à la fin officielle des «*Troubles*». De même, les affrontements liés aux parades orangistes ne connaissent aucun fléchissement. Ces sept dernières années, 1.200 policiers auraient été blessés lors de tels affrontements, dont de nombreux cet été. Le 12 juillet, jour de la célébration de la victoire du roi protestant William d'Orange contre le roi catholique James II à la bataille de Boyne (1690), une fanfare loyaliste de Shankill Road a entonné malgré une interdiction officielle des chants sectaires devant l'église catholique de St Patrick; de violents combats ont par la suite opposé la communauté catholique locale aux manifestants orangistes. Et ce scénario archi-classique s'est reproduit à plusieurs reprises durant l'été... Fait notable, des membres des groupes paramilitaires loyalistes UDA et UVF y ont été remarqués. Bien que ces deux organisations soient officiellement en trêve, de nombreuses sources rapportent qu'elles seraient pressées par leur base de s'en prendre aux dissidents républicains. Cette menace semble d'autant plus plausible que les



groupes armés républicains opposés au processus de paix sont en pleine reconfiguration et ont eux aussi attiré l'attention cet été. La Real IRA, la RAAD (Republican Action Against Drugs) et Ogligh na hEirean ont en effet annoncé le 26 juillet qu'elles fusionnaient pour former une nouvelle organisation nommée sans grande originalité «*IRA*». La Real IRA est issue d'une scission de l'IRA en 1997 et est tristement célèbre pour l'attentat d'Omagh en 1998; la RAAD rassemble des ex-membres de l'IRA et des dissidents, et vise les trafiquants de drogues; enfin, Ogligh na hEirean est une coalition de petites organisations armées dissidentes. Seul le plus ancien des groupes armés dissidents, la Continuity IRA, a choisi de ne pas participer à cette nouvelle organisation.

## Le décalage s'installe

L'objectif de cette reconfiguration est bien sûr de coordonner les efforts contre le processus de paix, en se nourrissant d'un mécontentement croissant. Comme le souligne Tommy McKearney, «*le gouvernement autonome n'a quasiment aucune incidence sur la vie quotidienne de la population. De manière inquiétante, la nouvelle IRA est concentrée sur les zones où les privations sont les plus sévères*», comme par exemple à Derry où le chômage des jeunes atteint 40%.

Les politiciens des deux camps actuellement au pouvoir sont convaincus des vertus du processus pour avoir vécu dans leur chair des années de conflit, mais les événements de cet été suggèrent que ce ne sera peut-être pas le cas avec la prochaine génération. Il est en tout cas flagrant qu'un décalage s'installe entre le bon fonctionnement de la cohabitation Républicains/Loyalistes à Stormont et la persistance des clivages sectaires sur le terrain. La belle photo de McGuinness et de la Reine a pour ces raisons assez peu convaincu l'ancienne députée et militante républicaine et socialiste Patricia Devlin: «*Ce n'est pas pour déprécier ce genre de choses, mais elles doivent être des représentations de quelque chose de réel, pas des substituts, et pour moi, ce ne sont que des substituts de choses réelles*».

Le 29 septembre prochain, plus de 20.000 manifestants orangistes fêteront le centenaire de la signature de l'Ulster Covenant, un pacte unioniste opposé à l'indépendance irlandaise. Ils devraient défilé dans Belfast et passer en particulier devant l'église St Patrick. Au vu des émeutes de cet été, on peut redouter sinon le pire du moins la fin de l'illusion rassurante d'une bonne entente intercommunautaire dont nous bercent avec bienveillance les dirigeants du Sinn Féin et du DUP...



CETTE SEMAINE

**TARTARO**

S'EST ÉTONNÉ

●●● pas tant que ça, que Bernard Tapie à qui Sarkozy a refilé plus de 285 millions d'euros dans l'affaire Adidas, s'offre une villa à 47 millions à St-Trop' où est amarré le yacht à 40 millions qu'il a récemment acquis. Comme dit le barreur: «*A droite, toute!*».

●●● pas tant que ça, qu'à l'exception de celui des 5% les plus riches, le niveau de vie des Français ait baissé en 2010 et que la pauvreté ait frappé 8,6 millions de personnes, soit 440.000 de plus qu'un an plus tôt. Il y a ceux qui marchent sur les eaux, ceux qui flottent et ceux qui coulent.

●●● et réjoui que, pendant que les néo-franquistes du PP imposent la retransmission des corridas par les télé espagnoles après 7 ans d'interruption, la pétition anti-corrida lancée par le CRAC à Bayonne récolte des milliers de signatures. A Francisco Lopez, il ne lui reste que les cornes.

●●● que pour se conformer au non-cumul des mandats promis par Hollande, Georges Labazée, élu sénateur en 2011, se donne jusqu'à 2014, terme de son mandat, pour abandonner son poste de président du Conseil général 64. Sûr qu'il préférera le Sénat où on peut dormir.

●●● pas tant que ça des manœuvres dilatoires des jacobins du PS au Conseil des élus jeudi dernier pour tenter de faire capoter le vote sur la proposition de collectivité territoriale pour le Pays Basque. Face à l'avenir, les jeunes du PS aux longues canines préfèrent tenir le cap de la vieille.



# Collectivité territoriale le Conseil des élus vote pour

**“Le Conseil des élus a depuis huit mois écarté le choix du «Pays» pour explorer la proposition émise le 5 avril, à la quasi unanimité, par le Conseil de développement préconisant une collectivité territoriale à statut particulier.”**

*L'Assemblée plénière du Conseil des élus, avancée au 6 septembre pour permettre au Pays Basque de participer dans les temps aux Etats généraux des territoires voulus par le Sénat, a adopté, à une large majorité, un texte de synthèse (voir ci-contre) concluant une concertation ouverte en novembre 2011.*

C'est en effet, par 26 voix pour, aucune contre, 3 abstentions et 9 refus de participer au vote, que les élus basques porteront leur participation au débat institutionnel, dans le département des Pyrénées-Atlantiques les 13 et 14 septembre à Bayonne et à Pau puis le 4 et 5 octobre à

tend toujours viable et largement suffisant pour approfondir les avancées obtenues jusqu'ici, y compris pour la langue et la culture basques. Son adjoint au maire PS, Guy Mondorge, a, lui, déposé un texte sur la table du président Lasserre allant dans le même sens. Les deux élus anglois préci-

cessus institutionnel ayant reçu l'accompagnement technique de deux universitaires de droit public. La contestation des deux élus d'Anglet était une réaction à la ferme prise de position, longuement argumentée, des deux parlementaires PS, Sylviane Alaux, députée, et Frédérique Espagnac, sénatrice, qui se sont déclarées décidées à signer le texte présenté par le Conseil des élus sur la Collectivité territoriale. La sénatrice a même précisé qu'il fallait répondre aux espoirs suscités pour la paix en Pays Basque par la Conférence d'Aiete à laquelle elle a assisté avec d'autres élus présents dans la salle. Frantxoa Maitia s'est déclaré également en faveur du texte. La position de la députée Colette Capdevielle a été plus ambiguë car elle a co-signé un amendement de dernière heure avec six autres élus socialistes (1) ne demandant pas la Collectivité territoriale bien qu'étant personnellement pour. En effet, après deux heures de discussion, lecture a été faite de cet amendement socialiste dont personne n'a eu le texte entre les mains, nous étions très en deçà des conclusions du Conseil des élus. Cet amendement qui se voulait l'interprète de la dynamique du Conseil de développement a fait l'objet, en fin de séance, d'une mise au point de Jean-Baptiste Etcheto, président de cette structure, retraçant le travail et la volonté d'avancer de la société civile. Il se félicita de la conclusion et du vote positif du Conseil des élus.

Pour conclure une réunion pour le moins délicate, Jean-Jacques Lasserre a indiqué qu'il présentera aux diverses instances locales et parisiennes des Etats généraux des territoires ainsi qu'à la ministre en charge de cette réforme, Marilyse Lebranchu, dont il a sollicité un entretien, un texte ayant obtenu une large majorité favorable du Conseil des élus du Pays Basque avec aucun vote négatif.

• Amendement présenté par M-C. Aragon, C. Martin, H. Etcheto (conseillers généraux de Bayonne), A. Villenave (conseiller général de Tardets), P. Favraud, M. Bergé (conseiller régional) et Colette Capdevielle (députée). Absentation: Kotte Ecenarro, Peyuco Duhart et Albert Larrousset.



Paris au Sénat et à la Sorbonne.

Ce vote a été obtenu dans la douleur, dans un climat tendu sur fond de contestation et d'opposition d'une partie des élus socialistes. D'entrée de jeu, le maire d'Anglet, Jean Espilondo, a lu une longue prise de position mettant à bas l'ensemble de la démarche et doutant même de la représentativité du Conseil des élus. Il souhaitait que le Pays Basque continue d'explorer toutes les possibilités de l'institution «pays» qu'il pré-

sant par avance ne pas vouloir participer à un vote éventuel.

Coup de froid, bien sûr, sur l'Assemblée qui pour sa part, étape après étape, a depuis huit mois écarté le choix du «pays» pour explorer la proposition émise le 5 avril, à la quasi unanimité, par le Conseil de développement préconisant une collectivité territoriale à statut particulier. Une dizaine d'intervenants de toutes colorations politiques se sont attachés à défendre le pro-

2012KO IRAILAREN 13AN

MICHEL MAYA, MAIRE DE TRAMAYES

## Tramayes en actions durables

“Même située en milieu rural, une commune peut s’engager dans le développement durable”



Chaufferie bois automatisée et réseau de chaleur de Tramayes :  
évitée de brûler annuellement plus de 108 000 litres de fuel, soit 246 tonnes de gaz carbonique non rejetés dans l’atmosphère

Les 21 et 22 septembre, Michel Maya, maire de Tramayes (commune de 1000 habitants, au sud de la Bourgogne) viendra présenter les actions durables menées par sa municipalité. Il présente pour *Alda!* leur Chaufferie à bois, mis en place depuis 2006. Une sorte de réappropriation de l’énergie par une petite commune rurale, grâce à la valorisation d’une ressource locale et renouvelable.

### Quel a été votre parcours ?

Je suis enseignant de mécanique dans une école d’ingénieur et je suis arrivé directement maire de ma commune d’habitation en 1995. A l’époque ma motivation principale, qui n’a pas changé, était de mettre mes connaissances et compétences au service d’une collectivité.

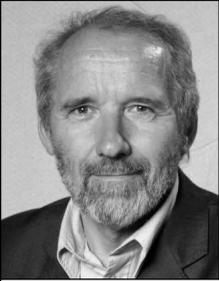
J’en suis à mon troisième mandat en qualité de maire et je dois avouer que l’intégration des questions écologiques au niveau de la commune s’est faite progressivement.

Au fil de discussions avec des techniciens de l’Etat, de l’ADEME, du Conseil Régional de Bourgogne et du Conseil Général de Saône et Loire, j’ai compris qu’il était possible de réaliser des actions communales respectueuses de l’environnement et financièrement viables.

▼  
*“3. aldikotz alkatetzan naizela, eta auzapez gisa, azpimarratu behar dut aldaketa ekologikoen gai arrakastatsua poliki poliki sartu dela herrian”*

### Quelle action durable avez-vous menée à bien dans votre commune ?

Même située en milieu rural, une commune peut s’engager dans le développement durable. Avec la création de son réseau de chaleur alimentée par une chaufferie à bois déchiquetée, Tramayes a clairement montré qu’elle souhaite apporter de façon significative sa contribution à la résolution des problèmes environnementaux. Opérationnelle depuis novembre 2006, cette chaufferie a représenté une dépense d’un peu plus d’un million d’euros. Cette opération étant subventionnée à 54%, la commune a emprunté le solde. Bien évidemment une telle dépense est extrêmement importante pour une commune de 1000 habitants, mais en définitive elle n’a absolument pas impacté négativement les finances communales, bien au contraire. →



Michel Maya

En effet, ces cinq dernières saisons, les dépenses énergétiques en chauffage de la commune non seulement sont restées stables, mais en plus elles sont à un niveau inférieur par rapport à la situation sans la chaufferie bois.

Donc l'opération est économiquement viable, et surtout elle est très écologique. En évitant de brûler annuellement plus de 108 000 litres de fuel, c'est 246 tonnes de gaz carbonique non rejetés dans l'atmosphère soit l'équivalent en rejet de 2 055 000 km en voiture. La municipalité est allée encore plus loin en fin de l'année 2010. Une extension du réseau de chaleur a été faite pour relier à la chaufferie tous les bâtiments communaux qui avaient encore une chaudière fuel. Situés à proximité du réseau, des particuliers ont pu être raccordés. Si bien que depuis le début 2011, tous les bâtiments à gestion communale, l'hôpital et une vingtaine de logements de particuliers sont chauffés au bois déchiqueté. Vous aurez plus d'informations sur la la chaufferie sur [www.tramayes.com/rdc](http://www.tramayes.com/rdc).

### Vu le succès, vous avez décidé d'aller plus loin ?

En effet, à Tramayes, on ne s'arrête pas à cette chaufferie. Soucieuse de préserver au mieux l'environnement, la commune a réalisé bien d'autres actions. La palme du meilleur retour sur investissement revient sans conteste à l'extinction de l'éclairage public de minuit à 5 heures du matin.

En deux ans, la consommation énergétique communale liée à l'éclairage public a été divisé par deux. Les travaux nécessaires pour obtenir ces résultats ont été d'un coût modeste et remboursés par les économies en moins d'une année. Outre la diminution énergétique, la mesure est accompagnée par une moindre pollution lumineuse, pollution qui perturbe à la fois l'être humain, mais aussi le monde animal et la flore. Selon une décision du Conseil Municipal, les économies financières réalisées sont réinvesties dans le renouvellement du matériel d'éclairage public. En particulier, toutes les lampes de 125 W sont remplacées par des lampes de 75 W ce qui doit contribuer à diminuer encore la consommation énergétique tout en maintenant une qualité de service équivalente, objectif réalisable grâce à une meilleure efficacité énergétique des lampes. D'autre part, depuis 2012, la consommation d'énergie communale pour l'éclairage public est inférieure à la production d'électricité due aux panneaux photovoltaïques des particuliers sur la commune.

Chauffer c'est bien, ne pas dépenser inutilement de l'énergie pour le chauffage est encore mieux. Avec ce raisonnement très simple, la municipalité fait régulièrement des travaux visant les économies d'énergie dans les bâtiments.

J'aurai l'occasion de les présenter lors de mes conférences au Pays Basque.

### Comment avez-vous fait pour mettre en place et réussir cette révolution ?

Le plus délicat aura été la mise en place du Plan Local d'Urbanisme avec le volet chaufferie.

Dans une opération de type chaufferie biomasse représentant financièrement plusieurs années d'investissement, présentant potentiellement des dangers de

pollution (du moins ressentis comme tels), avec des inconnues sur la ressource locale, il faut avoir des arguments pour convaincre.

Ces arguments ont été apportés par des personnes ressources émanant de l'ONE, de l'ADEME.

Mais l'élément déterminant a été apporté par un collègue maire qui avait déjà une chaufferie biomasse sur sa commune.

C'est en fonction de ce constat que je considère de mon devoir de «renvoyer l'ascenseur».

Ce projet phare ayant été mis en place, progressivement les tramayons ont été fiers de la publicité positive faite autour et cela a permis de mettre en place plus facilement les autres réalisations.

Mais la communication est essentielle et l'apport sous forme de conférences permet de faire passer les messages.

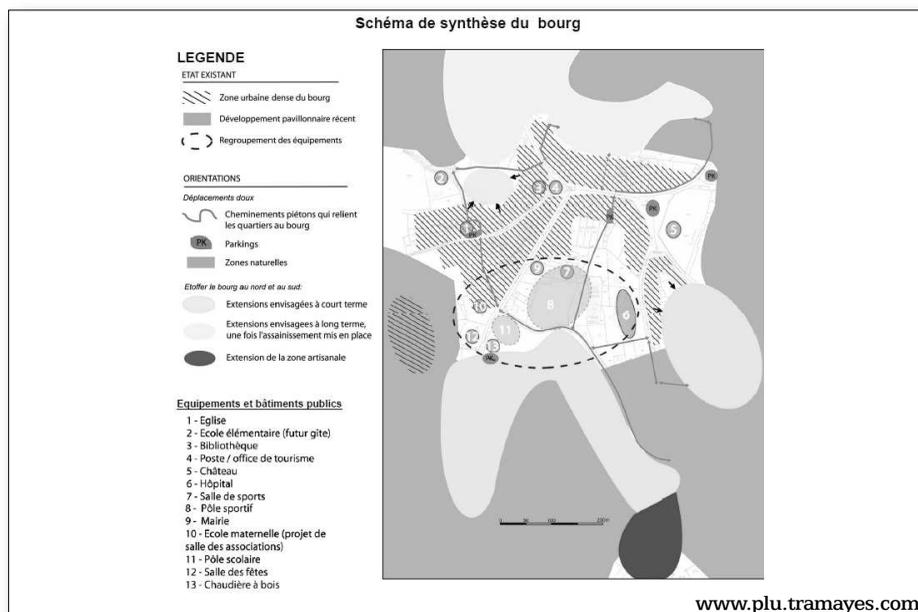
### Quelles sont les recommandations que vous donneriez pour les citoyens/collectivités qui n'ont pas encore fait le saut ?

A mon sens, il est bien de commencer par une réalisation emblématique qui valorise la collectivité. Et surtout, ne pas s'arrêter à une comptabilité de l'opération ne prenant en compte que l'investissement.

Il faut faire des études comparatives sur plusieurs années de fonctionnement.

Enfin, comme en général, les petites communes n'ont pas les moyens humains nécessaires, elles ne doivent pas hésiter à faire appel à des compétences extérieures.

On peut commencer par des services gratuits tels que les CAUE (Conseil d'Architecture pour l'Urbanisme et l'Environnement) ou les EIE ([www.infoenergie.org](http://www.infoenergie.org)), puis on peut passer par des bureaux d'étude spécialisés.



**3 conférences à ne pas manquer en Ipar Euskal Herria, avec Michel Maya, maire de Tramayes, en Saône-et-Loire, 1<sup>er</sup> prix des énergies renouvelables pour les communes européennes de moins de 5000 habitants.**

**Vendredi 21 septembre à 20h00** à l'IUT Place Paul-Bert à Bayonne - "La Transition énergétique au niveau d'une commune"

**Samedi 22 septembre :**

- ✓ à 10h00 au centre Multiservices de Mauléon - "La filière bois-énergie renouvelable: vers un territoire à énergie positive"
- ✓ à 17h30, à la salle communale de Lasse - "Garazi Baigorri : un territoire à énergie positive, pourquoi et pourquoi maintenant ?"

## Arrosak ziztatzen!?

Kixkil

Eskola sartzea dela eta, politika mundua ere bide beretik abiatua da.

Gogoeta anitz mahai gainen direlarik, bereziki Euskal Herriko Lurralde Elkargo baten sortzea lortzen den edo ez.

PSak presidentzialetan bai eta legebiltzar hauteskundeetan hitzmate asko egin ditu, bereziki instituzio eta euskararen ezagupenaren inguruan, orain boterean dira ea ba zer emanen diguten!

Adin bateko abertzale batzuk gogoan dute 1981ko, Mitterrand-en proposamen famatu horiek! Bide beretik ari ote dira oraingok?

Edozein gisaz dudarik ez da, Batera plataformak ekarri duen eskakizun horrek, emeki-emeki bidea egin duela, lehenik mobilizazio handi batzuei esker: kontsulta bat plantan jarriz 124 herrietan – foru batzuk martxan jarriz Iparralde osoan – bideak blokatuz... 1000ko bat laguntzailerik esker da lan hau guziaz eginga izan.

Orain beste etapa batean gaude, aldarrikapen hori denek kontutan hartu dute, Hautetsien Kontseiluaren esku izanez erabaki horren hartzea, Parisek duelarik azken hitza emanen, heldu den urte hastapenean.

Ez gira sekulan hain hurbil izan!

Beste hordago bat bota dezagun, irabaziko dugula eta ondoko hauteskundeetan, Euskal Herriko Lurralde bereziak kudeatuko dituen agintariak bozkatuko ditugula.

Baterak gomita igortzen digu, irailaren 29an, Baionako Komertzio Ganbaran, iraganen diren jardunaldietara parte hartzera, jendetsua izan beharko da ekitaldi hori, erakusteko beti galdera hori hor dela eta populazio handi batek bat egingen duela.

Arrosa lore batzuk tarteka zizta batzuk badituzte, beste batzuk aldiz ez.

Ze motako loreak ditugun agintaritzan... geroak erranen.

□

## DANI GOMEZ

MRA Fundazioko Zuzendaria



# Noren eskuetan?

**Extraits du discours d'introduction prononcé par Dani Gomez à l'occasion du cours d'été organisé par la Fondation MRA en partenariat avec l'UNED Bergara les 4 et 5 juillet dernier : "Noren eskuetan gaude? Comment les marchés nous gouvernent" avec Eric Toussaint et Antonio Sanabria.**

*"Beste urte baten biltzen gara gure Udako Ikastaroetan. UNED Bergararekin antolatutako ikastaroan.*

*Beti bezala, saiatzen gara gai aproposa aukeratzen. Batzuetan antolakuntzako beharrak edo hutsunak betetzeko. Beste batzutan abadagunearen ildo hartuta. Eta nola ez, askotan, koiuntureraren arabera gure beharrei erantzuna emateko.*

*Krisia da egungo gaia. Nondik datorren, nortzuk bultzatu duten, noren interesen alde hartzen diren erabakiak. Nola bilakatu da zor publikoa gutxi batzuen negozioa. Eta guzti horren aurrean nola erantzun behar dugun langileok.*

*Hauxe dena gure eguneroko kezka eta aurtengo mintegia egoera honetan kokatu dugu."*

Les pouvoirs politiques et économiques jouent avec les mots. Ce n'est pas une question de linguistique, mais plutôt une question idéologique ou une décision de fond, qui se camoufle avec des expressions millimétrées et manipulatrices.

Nous avons l'exemple des autorités valenciennes dépassées par des incendies essaient de se dédouaner de leur responsabilité en matière d'intervention contre les incendies en nous disant qu'ils n'ont pas coupé les vivres aux mesures de prévention mais qu'ils ont «*optimisé les moyens existants*». Bref, tout peut s'expliquer si on sait utiliser l'expression adéquate !

C'est ainsi qu'on n'est pas en récession économique, «*nous vivons avec un taux de croissance négative*», qui correspond à monter les escaliers en descendant. Les niches fiscales pour les plus riches ou les amnisties pour les fraudeurs deviennent ainsi «*une aide aux entrepreneurs et une incitation à la régularisation fiscale*». Parce qu'on ne parle plus de patrons mais d'entrepreneurs, plus de banquiers ou de spéculateurs financiers... mais de marchés.

Quand on offre l'argent public aux banques, on crée une «*banque poubelle*» où on dépose toutes les pertes et les risques pour

qu'ils soient assumés par l'Etat et son argent public, ce qui en réalité se fait est «*faciliter la gestion du patrimoine endommagé des entités financières*». (...) Avec ce cynisme, ceux qui nous gouvernent nous disent que l'effort doit être réparti d'une façon équitable, et c'est pour cela qu'ils ne facilitent pas les licenciements mais «*flexibilisent le marché du travail*». De la même façon, ils ne démantèlent pas la négociation collective, mais ils renforcent la liberté individuelle face à l'imposition des accords collectifs.

Face à cela, il faut rappeler ce qu'a dit Confucius plus de 500 ans avant J.C. : «*Je ne peux éviter que tu me mentes, mais par contre je peux éviter que tu me manipules*» (...).

En complément d'autres phrases bien connues «*il n'y a pas suffisamment de pain pour tant de txorizo (surnom de voleur)*» ou «*j'ai du rab de mois à la fin de mon salaire*», on doit dire haut et fort que si on ne nous laisse pas rêver avec un futur meilleur, nous ne les laisserons pas dormir tranquillement. Si on pense que la gauche est au fond à droite, et que la démocratie est portée disparue, on doit expliquer aux gens que ce que nous subissons a parmi ses causes la détérioration radicale des espaces publics de décision. Espaces que nous devons reconquérir.

Car ce n'est pas une crise que nous vivons, mais une fraude ou escroquerie. Il ne s'agit pas d'une question de «*la gauche contre la droite*», mais plutôt de ceux d'en bas contre ceux d'en haut.

Soyons conscients que si ceux d'en bas, nous nous organisons et nous nous bougeons, ceux d'en haut tombent ! (...).

□



[www.mrafundazioa.org/es/centro-de-documentacion/gai-monografikoak](http://www.mrafundazioa.org/es/centro-de-documentacion/gai-monografikoak)

# Guide de survie

## A un dîner avec des pro-nucléaires

Depuis le début du dîner, Roger n'y va pas avec le dos de la cuillère. Limite indigestion. «*Le nucléaire, on ne peut pas s'en passer*»; «*En France, on a le nucléaire le plus sûr au monde*»; «*Sortir du nucléaire, c'est revenir au Moyen Âge*». Au menu du monologue : une grosse louche de contrevérités assaisonnées d'une bonne dose de mauvaise foi. Avec ce guide élaboré par Greenpeace et accessible sur [www.libérons-energie.fr](http://www.libérons-energie.fr)(\*), vous allez pouvoir répondre à toutes ces idées reçues et mieux comprendre le débat sur la fermeture probable de la Centrale Nucléaire de Garoña.

**“Sortir du nucléaire ? C'est le chômage garanti !”**

Le nucléaire emploie directement 125 000 personnes sans potentiel d'accroissement. Sortir du nucléaire ne veut pas dire fermer cette industrie du jour au lendemain : le démantèlement des centrales en France et dans le monde représente un marché très important sur lequel la France est très bien placée.



La transition énergétique créera des centaines de milliers d'emplois durables, non délocalisables et sans risques sanitaires. En Allemagne, par exemple, 370 000 emplois ont été créés dans les énergies renouvelables. Le secteur du bâtiment va, lui aussi, largement bénéficier des emplois générés grâce à la transition énergétique (rénovation des logements anciens, installation de nouveaux équipements...).

**“Grâce au nucléaire, je ne paie pas cher ma facture d'électricité”**

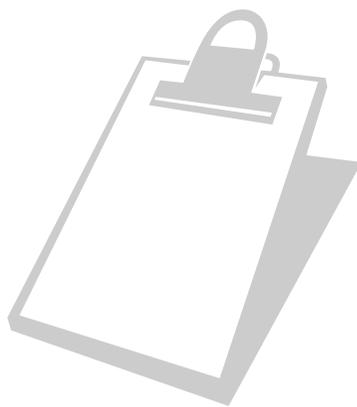
L'électricité française est certes facturée 29% moins cher que dans les autres pays européens. Mais l'État cache les coûts colossaux du nucléaire (le démantèlement, la gestion des déchets, l'assurance

en cas d'accident, la recherche scientifique...) en finançant depuis des dizaines d'années cette industrie avec les impôts des Français. EDF a annoncé, en mars 2011, une augmentation de 30% de ses tarifs d'ici à 2015 ! Et la centrale EPR en construction produira de l'électricité pour un coût supérieur de 45% au coût de production actuel.

**Consommer moins, c'est payer moins**  
En Allemagne, pays dans lequel l'efficacité énergétique a été développée grâce à l'État, la consommation de chauffage au mètre carré de logement est près de 25% plus faible qu'en France, à climat identique.

(\*) <http://energie-climat.greenpeace.fr/un-pro-nucleaire-a-votre-reveillon-pas-de-panique>

## Agenda de la Fondation



Alda!ren bloga :  
[www.mrafundazioa-alda.org](http://www.mrafundazioa-alda.org)

2014 - Alternatives municipales concrètes - Udalerri mailako alternatibak zehatzak:

### Conférence / Hitzaldia

#### "LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU NIVEAU D'UNE COMMUNE"

AVEC

**Michel Maya, Maire de Tramayes**  
(Saône-et-Loire)  
1er prix des énergies renouvelables pour les communes européennes de moins de 5000 habitants

Les réalisations concrètes et les projets de la commune de Tramayes en matière d'écologie, de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique.

Ekologia, trantsizio energetikoa eta aldaketa klimatikoaren aurkako borrokan, Tramayes herriak eraman dituen proiektu eta gauzatzeko zehatzak.

**Vendredi**  
21 septembre - 20h00  
**BAYONNE**  
Amphi du château neuf de l'UT

**Irailaren 21an**  
**Ostiralarekin**  
arratsko 20:00etan  
**BAIONAKO**  
Gaztelu herriko lUTaren anfiteatroan

Organisé par: Bizi! + Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua antolatuz  
Entrée gratuite - renseignements au 05 59 25 65 52 ou à [info@bizimugl.eu](mailto:info@bizimugl.eu)  
Sartzea uririk - Xehetasunentzat 05 59 25 65 52 edo [info@bizimugl.eu](mailto:info@bizimugl.eu)

### Conférence-débat

avec

**Michel Maya, Maire de Tramayes**  
(Saône-et-Loire)  
1er prix des énergies renouvelables pour les communes européennes de moins de 5000 habitants

**Michel Mayarekin**

#### Mintzaldi-etzabadakatzte

"Bois-énergie et autres énergies renouvelables : vers un territoire à énergie positive - Egur-energia eta beste energi berriak garatuz: energia positibodun lurralde bati buruz."

**Samedi**  
22 septembre de 10h à 12h  
Salle Iraty du centre Multiservices de

**MAULEN**  
**Setemeren 22an**  
goiztako 10etarik 12alart  
zorbuitxigineko Irati Salan

Co-organisateurs : Communauté de Communes de Soule-Xiberoa et association BIZI!  
Xiberoako herri Alkargoa eta BIZI!k antolatuz

+ 22/9 à 17h30, à la salle communale de Lasse - "Garazi-Baigorri : un territoire à énergie positive, pourquoi et pourquoi maintenant ?" - Conférence-Débat avec Michel MAYA

MANU  
ROBLES-ARANGIZ  
INSTITUTUA

Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua  
20, Cordeliers karrkia  
64100 BAIONA  
+ 33 (0)5 59 59 33 23  
[www.mrafundazioa.org](http://www.mrafundazioa.org)

Zuzendaria  
Dani Gomez  
Ipar Euskal Herriko arduraduna  
Txetx Etcheverry  
Alda!ren koordinatzailea  
Xabier Harlouchet



Jean-Jacques Lasserre, président du Conseil des élus

## Contribution

*Contribution aux Etats généraux de la démocratie territoriale adoptée par l'AG du Conseil des élus le 6 septembre 2012*

1- Le Conseil des élus du Pays Basque, avec l'appui du Conseil de développement, invite le Sénat - dans le cadre des «*Etats généraux de la démocratie territoriale*» - et les instances nationales chargées de préparer l'Acte III de la décentralisation, à examiner l'hypothèse d'une Collectivité territoriale pour le Pays Basque.

2- Le Conseil des élus du Pays Basque, avec l'appui du Conseil de développement, demande au gouvernement que la future loi de décentralisation prévoit un volet Pays Basque, ouvrant la possibilité de poursuivre et de concrétiser les réflexions engagées à ce jour, pour doter le territoire d'un mode d'organisation et de gouvernance novateur à même de répondre aux enjeux actuels et futurs et, à court terme, de préparer le prochain contrat territorial.

3- Le Conseil des élus, avec l'appui du Conseil de développement, est prêt à participer, le moment venu, aux réflexions et travaux préparatoires à l'élaboration des textes qui, directement ou non, intéresseront le devenir du Pays Basque.



Jean-Baptiste Etcheto, président du Conseil de développement

## Martinen kronika



## LA COLERE !

Celle qui m'a saisie, à l'Assemblée générale du Conseil des élus, quand j'ai eu conscience du piège qui nous était tendu par un quateron d'élus socialistes\* et qui visait à mettre à mal le processus engagé dans cette instance depuis plusieurs mois. Faisant fi du travail produit par des dizaines de personnes au cours de dizaines d'ateliers, réunissant l'ensemble de la société civile et de très nombreux élu-es, nous assistions à une manœuvre de dernière minute qui consistait à vider de son sens le texte proposé au vote.

Cette contribution aux Etats généraux de la démocratie territoriale, explique la réflexion engagée pour donner une suite institutionnelle au «*pays*» Pays Basque. Dans sa conclusion, «*le Conseil des élus invite le Sénat (...) à examiner l'hypothèse d'une Collectivité territoriale pour le Pays Basque*».

Examiner l'hypothèse... Imaginez l'audace! On sollicite ces hautes instances pour que, dans un moment de folie créative, elles se penchent sur l'avenir de notre territoire.

La démarche du Conseil des élus étant bien en phase avec les paroles d'un certain François Hollande, qui a affirmé lors de son discours d'investiture : «*Je crois à la démocratie locale et j'entends la revivifier par un acte de décentralisation susceptible de donner des libertés nouvelles pour le développement de nos territoires*»...

Or, ce jeudi noir, des élu-es socialistes ont apposé leur veto à ce simple souhait. N'ayant jamais participé aux groupes de travail, pour l'écrasante majorité d'entre eux, ils sont venus

avec une suffisance surprenante nous indiquer le peu d'intérêt qu'ils accordaient à nos élucubrations.

A 19h15, ils déposaient un amendement surprise, qui supprimait dans le dispositif final toute référence à la Collectivité territoriale, au bénéfice de «*invite le Sénat à examiner l'hypothèse d'une expérimentation*». Appréciez la formulation: elle n'a strictement aucun sens!

Mais au surplus, nous finissions par comprendre que le texte était par ailleurs suffisamment modifié pour interdire toute possibilité de collectivité territoriale!

Cela s'appelle un piège et je ne trouve pas de mots pour qualifier cette attitude dans une enceinte où la démocratie participative a pris tout son sens depuis presque deux décennies!

Au nom de l'obtention d'un consensus, nous étions conviés à un hara-kiri général en adoptant une rédaction contraire à ce que nous avions porté collectivement jusque-là et totalement opposée à l'avis rendu par le Conseil de développement!

L'Assemblée a voté le texte initial à la très grande majorité des membres présents dont Frédérique Espagnac, Sylviane Alaux, et François Maitia dont il faut saluer la courageuse position.

Quant aux neuf socialistes, ne participant pas au vote, ils démontrent ainsi qu'ils sont totalement hors jeu!

\*Capdevielle, Etcheto, Bergé, Favraud, Martin, Aragon, Villeneuve. Espilondo et Mondorge n'ont pas participé au vote et n'ont pas soutenu l'amendement.

# Rentrée d'AEK

Une nouvelle rentrée se prépare pour AEK, la fédération des cours de basque aux adultes et c'est le moment des inscriptions. C'est le moment aussi pour l'euskara, car, comme l'a montré la dernière enquête sociolinguistique, il est vital de créer toujours plus de locuteurs adultes pour accompagner le gain de bascophones qui s'opère dans les classes d'âge les plus jeunes.

L'association AEK offre proximité, dynamisme, expérience et efficacité pour l'apprentissage de l'euskara en lien avec la vie de tous les jours: travail, loisirs, culture, vie familiale... Cours du soir ou en journée, cours par internet, stages intensifs d'une semaine à 4 mois avec ou sans internat, groupes à visée professionnelle, ateliers de pratique de la langue... Chacun-e pourra trouver un offre qui lui convient pour apprendre et parler la langue du Pays Basque.

Créée à la fin des années 70, AEK dispose d'une large expérience et s'efforce en permanence d'améliorer ses méthodes

d'enseignement et de diversifier ses offres d'apprentissage pour adultes. Du côté des institutions, un nouveau contingent de stagiaires employé-e-s de la ville de Bayonne ou du Conseil général rejoindra les 22 groupes (140 personnes) constitués par le personnel des Collectivités territoriales. L'association lance donc à tou-te-s une invitation: «il existe sûrement une Gau eskola près de chez vous où vous trouverez méthodes éprouvées, soutien et ambiance chaleureuse. N'hésitez plus!»

**L'euskara, c'est le moment !  
Ikasi eta landu euskara bizia**

[www.aek.org](http://www.aek.org)

## Permanences d'inscription

GAU ESKOLAK	OU ?	QUAND ?	TEL
<b>AMIKUZE (MIXE)</b>	Gau Eskola, Palais de Justice karrika 17 à St Palais	Du lundi 17 au vendredi 21 septembre, de 14h à 20h. Samedi 22 de 9h à 12h	05 59 65 89 21
<b>ARBONA</b>	Aranzola (rte de St Pée)	Jeudi 20 et mercredi 26 septembre : 18h-20h	05 59 41 97 31
<b>AZKAINE</b>	Maison des associations Jauregia (rte d'Olhette)	Lundi 17 et jeudi 20 septembre 15h - 19h00	06 85 40 57 13
<b>BAIGORRI</b>	Mairie	Samedi 15 septembre 18h - 20h	05 59 37 79 15
<b>BAIONA</b>	22 rue Marengo	Du 17 au 25 septembre : 9h-19h du lundi au vendredi	05 59 59 50 99
<b>BARDOZE</b>		Voir Hasparren	05 47 02 48 74
<b>BESKOITZE</b>	Mur à gauche Lokarri	Réunion de rentrée le jeudi 27 septembre à 19h	05 59 31 73 78
<b>BOUCAU</b>	Gau Eskola 22 rue Marengo Bayonne	Voir Bayonne	05 59 59 50 99
<b>DONIBANE L. ZIBURU</b>	Impasse des Ecoles	17 septembre : 14:30-19:00 18, 19 et 20 septembre:10:30-13:00 et 15:30-17:30	05 59 26 46 02
<b>GARAZI (St Jean Pied de Port)</b>	Gau Eskola 3 place du Trinquet	Du 10 au 21 septembre (lundi à vendredi) 10h-19h	05 59 37 79 15
<b>HAZPARNE</b>	Centre Eihartzea	Du lundi 10 au lundi 24 septembre samedi compris : 9h-14h.	05 47 02 48 74
<b>HENDAIA</b>	11 rue du Commerce	Du 12 au 19 septembre 11h-15h et 17h-19h	05 59 20 55 30
<b>HIRIBURU (St Pierre d'Arbeiz)</b>	Maison Elizaldia	Mercredi 12 septembre 18h-20h et samedi 15, 10h-12h	06 32 64 11 42
<b>ITSASU</b>	À la Gau Eskola rue Xilarrenea	Réunion le jeudi 20 septembre à 20h	05 59 93 40 83
<b>KANBO</b>	Errobi ikastola (près de la crèche)	Réunion le mercredi 19 septembre à 20h	
<b>LEHUNTZE (Lahonce)</b>	Salle des mariages	Réunion d'information : vendredi 28 septembre 19h	05 59 31 55 49
<b>MIARRITZE</b>	9 Rue Jules Ferry	Du 17 au 21 septembre : de 9h à 13h et de 15h à 19h	05 59 22 30 32
<b>MUGERRE</b>	Salle des associations du bourg	Mercredi 19 septembre à 19h00	05 59 42 61 19
<b>SARA</b>	Maison des jeunes	Mercredi 19 septembre : 15:00 - 19:00	06 85 40 57 13
<b>SENERRE (St Pée/Nivelle)</b>	Maison des associations (à côté de la bibliothèque)	Mardi 18 septembre 15:00-19:00	06 85 40 57 13
<b>URRUNA</b>	Salle de la Poste	Réunion de rentrée le jeudi 20 septembre à 19h	05 59 20 55 30
<b>UZTARITZE</b>	Lagunen etxea	Du 17 au 28 septembre : 10h à 12h15 et 16h-19'00 (sauf mardi matin)	05 59 70 30 74
<b>XIBERUA (Soule)</b>	Gau Eskola, rue des frères Barennes - MAULE	Du 17 au 22 septembre: 9h-12h et 14h-20h	05 59 19 18 44



# Un été en Ecosse

*La semaine dernière nous avons publié la première partie des impressions de voyage de Gabi Oiharzabal qui vient de séjourner un mois en Ecosse. Voici la deuxième et dernière partie*

Le premier ministre du gouvernement régional Alex Salmond (SNP) qui a lancé en mai la campagne pour un référendum sur l'indépendance de l'Ecosse avec le slogan «*Yes Scotland*» prévu à l'automne 2014, reste prudent. La crise économique ne joue pas en sa faveur car les deux principales banques écossaises (la Royal Bank of Scotland et la Bank of Scotland) ont été sauvées par Londres. Mais, en réalité, d'après mon ami avocat, elles n'ont d'écossaises que le nom, car leurs capitaux sont australiens et anglais. Elles ne sont pas d'ailleurs en bonne santé à cause des actifs pourris qu'elles possèdent. Il n'y a pas non plus de Caisse d'épargne propre à l'Ecosse et le SNP ne revendique pas la création d'une banque spécifique écossaise. En plus, la déréglementation dans le secteur bancaire bat son plein. D'après mon ami, la corruption est omniprésente.

## Aides en danger

Un des cas dont on parle beaucoup ici, c'est celui d'un riche américain d'origine écossaise, Donald Trump, un magnat de l'immobilier américain (dixième puissance économique des Etats-Unis) qui veut réaliser un projet pharaonique démentiel: sur 6.000 hectares (plus de la surface de Jatxou, Halsou et Ustaritz réunis!), en bord de mer, près d'Aberdeen, d'un coût de plus d'un milliard de dollars. Il prévoit la construction de deux golfs, dont le premier a été inauguré en juillet, d'un hôtel de luxe de 450 lits, de 950 villas et 500 maisons. Il serait trop long de raconter cette nouvelle guerre du Golf. Après l'approbation du gouvernement écossais et de son premier ministre, de tous les pouvoirs locaux, du soutien inconditionnel de la presse locale (cela ne vous rappelle-t-il pas quelque chose au Pays Basque?), le chantage et la corruption vont bon train. D'un côté, ceux qui voient dans la réalisation de ce projet la création de centaines d'emplois, de l'autre, les défenseurs de la nature et le maintien des quatre familles paysannes menacées d'expulsion. La bataille fait rage.

Pour le moment, la crise n'a pas encore affecté les lois sociales votées par le parlement écossais (le SNP a 69 députés sur 129). Elles profitent vraiment à la population en difficulté, en particulier aux retraités. Ainsi, nos amis, majoritairement à la retraite (ils ont atteint 60 ans) peuvent circuler en train et en car quasi gratuitement dans tou-

te l'Ecosse. Rappelons que les distances ici n'ont rien à voir avec notre petit Pays Basque. On peut allègrement parcourir 500 km quasi gratuitement, des Border, au sud, jusqu'à Thurso, tout au nord. Je ne connais pas d'endroit où existe un tel droit. Il en va de même pour les dizaines d'îles où il faut emprunter le bateau. Mais ces avantages sont accordés sans discrimination. Les riches comme les pauvres en bénéficient. Ainsi, on constate que les usagers des transports en commun sont surtout des personnes âgées. De même, quand les hivers



Le méga projet golfique et résidentiel de Donald Trump près d'Aberdeen

sont rigoureux, le gouvernement écossais donne à tous les retraités une aide financière ponctuelle de 500€ et plus, pour aider à payer les factures de chauffage. Bien entendu, la population craint qu'avec la crise, ces aides aux transports et au chauffage ne soient affectées ou supprimées. Dans l'enseignement supérieur, la gratuité des études est maintenue pour les Ecossais alors qu'en Angleterre, il faut déboursier 9.000 livres pour une année.

## Avenir incertain

Cependant, par ces temps de crise, une partie de la population, celle qui réside surtout à l'est, accepte mal les efforts très importants fait par le gouvernement pour sauver la langue gaélique parlée dans les Highlands, les Iles des Hébrides et l'ouest du pays. Comme l'euskara, le gaélique écossais (différent du gaélique irlandais) revient de loin et son avenir reste incertain mais, au moins, reste-t-il ouvert. Ces dernières années, des progrès décisifs ont été réalisés car il est maintenant enseigné et a

**“Pour le moment la crise n'a pas encore affecté les lois sociales votées par le parlement écossais. Elles profitent vraiment à la population en difficulté, en particulier aux retraités.”**

un statut de langue officielle en Ecosse. Le parlement écossais, élu à la proportionnelle, présente quelques similitudes avec celui d'Hegoalde quant à sa composition en considérant que, si les abertzale étaient unis, ils seraient, en proportion, assez proches de la force du SNP pro-indépendance (68 députés), les travaillistes pro-unionistes (37 députés), les conservateurs pro-unionistes (15 députés), les libéraux-démocrates fédéralistes (5 députés), les Verts pro-indépendance (2 députés) et un élu sans étiquette. Il existe d'autres partis très minoritaires qui sont majoritairement

pro-indépendance mais ne sont pas représentés au parlement.

Passée l'euphorie des J.O., la réalité de la crise demeure. Alex Salmond doit veiller à l'unité du SNP considéré ici de centre-gauche; il est tiraillé en divers courants. Des divisions lui seraient fatales. Les questions que se posent le parti: faut-il adhérer à l'euro? Faut-il exiger que les bases des sous-marins nucléaires de la Clyde quittent l'Ecosse? A l'approche du référendum, le sujet de l'indépendance va devenir de plus en plus d'actualité. La question qui sera posée n'est pas encore arrêtée. Les sondages ne sont pas favorables aux indépendantistes. Soulignons cependant une grande différence de fond avec Euskal Herria: Londres accepte d'organiser un référendum sur l'indépendance (bien entendu parce qu'il est persuadé que les Ecossais la refuseront) alors que l'Espagne le refuse aux Catalans et aux Basques. Suite au prochain voyage.

**Gabi OIHARZABAL**



# Non au putsch des jacobins locaux !

Xabi Iaralde

Les débats sur le cadre institutionnel suivent leur cours au sein du Conseil de développement et du Conseil des élus. Lors de l'Assemblée générale qui s'est déroulée jeudi 6 septembre, un texte demandant au gouvernement français d'étudier les modalités de création d'une Collectivité territoriale Pays Basque à statut particulier a été adopté. Jamais le débat institutionnel en Iparralde n'aura été aussi loin. Dans la méthode d'abord, la prise de position du Conseil des élus fait suite à des mois de travaux du Conseil de développement qui a abordé la question sous l'angle des politiques publiques nécessaires au développement économique et social d'Iparralde. La démarche a bénéficié du concours d'universitaires et tout a été fait dans la méthode pour qu'elle respecte les canons d'une stricte rigueur intellectuelle. Au niveau politique ensuite, le contexte créé par le processus de résolution et la Conférence d'Aiete a contribué à ce qu'un certain nombre de tabous sautent. Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans une situation unique dans l'histoire d'Iparralde, le concept de Collectivité territoriale Pays Basque à statut particulier recueillant l'adhésion de responsables politiques de tous les bords: du monde abertzale, en passant par les Verts, le PS, mais aussi le Modem et l'UMP. Et on peut affirmer que l'adhésion à ce concept est représentative d'une frange très largement majoritaire dans la société du Pays Basque Nord. Maintenant, le moment de vérité est arrivé, car l'Acte III de la décen-

tralisation voulu par le nouveau gouvernement est en marche. Face à cette échéance, les ultra-jacobins locaux font monter la pression pour éviter toute forme de reconnaissance institutionnelle d'Iparralde et, déjà, certaines prises de position se font plus fébriles. Ainsi, par exemple, un élu PS comme Kotte Ecenarro d'Hendaye, que l'on croyait euskaltzale et soucieux de l'avenir du Pays Basque, s'est abstenu lors de la dernière AG du Conseil des élus... Le moment est grave, et il faut que nous en saisissons la dimension politique. Il requiert en priorité l'unité des abertzale. Nous sommes entre nous d'accord sur trois critères fondamentaux que devrait respecter l'éventuelle Collectivité territoriale à statut particulier. Premièrement, elle doit se situer à un niveau supra-départemental. C'est-à-dire qu'elle doit bénéficier de l'ensemble des prérogatives d'un département, plus un certain nombre d'autres compétences comme le transfrontalier qui répondent aux spécificités d'Iparralde. D'autre part, le cadre institutionnel doit être évolutif, et permettre ainsi les transformations qui seraient désirées dans le temps par la société. Enfin, il serait légitime que la population d'Iparralde soit consultée pour acter son soutien majoritaire au nouveau cadre institutionnel. Il est donc fondamental que les abertzale continuent de parler d'une même voix et d'agir collectivement et unis. La gravité du moment politique nécessite de plus une mobilisation la plus large possible au-delà du monde abertzale. Nous devons en par-

“ Aujourd'hui, nous nous retrouvons dans une situation unique dans l'histoire d'Iparralde, le concept de Collectivité territoriale Pays Basque à statut particulier recueillant l'adhésion de responsables politiques de tous les bords. ”

ticulier être vigilants aux initiatives qui seront proposées par la plateforme Batera. Entre tous ceux et celles qui désirent sincèrement que le Pays Basque devienne enfin une réalité reconnue et respectée, nous devons faire parvenir avec force au pouvoir parisien un message simple: le changement en Pays Basque nécessite un statut spécifique pour Iparralde et c'est maintenant! Nous ne devons rater aucun rendez-vous de mobilisation, car la montée au créneau des jacobins locaux nous fait toucher du doigt une perspective que nous ne pouvons accepter: celle d'une configuration où, une fois de plus, le Pays Basque ferait exception dans l'application d'un principe de décentralisation qui est prôné partout, même jusqu'aux plus hautes instances européennes comme le Conseil de l'Europe qui est porteur d'une Charte de l'Autonomie locale signée... par la France. Ce serait a fortiori encore plus inacceptable dans le contexte actuel du processus de résolution du conflit basque en cours.

Notre couverture: Colette Capdevielle, députée socialiste de la 5<sup>ème</sup> circonscription (photo Le JPB).

## Sur votre agenda

**Iraila ● Jeudi 13, 21h, BIARRITZE**

(Eglise Ste Eugénie) Concert Oldarra.

● **Ostirala 14a, ar. 8.30tan,**

**LARRESORO** (Aldaburua Ostatua)

Bertso afaria, Ote Lorek antolaturik.

● **Vendredi 14, 20h30, IRURI** (Eglise)

Conférence d'Appien Lahore "Les musiques populaires basques, sources méconnues et circulation cachée".

● **Larunbata 15a, 10.30tan,**

**DONAPALEU** (Herriko etxea) Mintzaldi debatea "Eukararen egoera eta desafio

berriak", Hitzlaria: Xamar.

● **Larunbata 15a, ar. 9.30tan,**

**HAZPARNE** (Ttattola) Bertze musiken jaialdia

● **Vendredi 21, KANBO** (Parc St

Joseph) A partir de 19h, Festival Harri Xuri.

● **Samedi 22, ZURAUDE** (Fronton) A partir de 18h, Festival Harri Xuri.

● **Samedi 22, 18h, HENDAIA** (Abadia)

Concert Pier Pol Berzaitz, Kantiruri, Orchestre intercommunal.

## Topet-Etxahun koblakariaren

### oroimenez eguna

*Neskenegüna 2012ko irailaren 22an*

*Zuberoan Barkoxen (Denen Etxean)*

**10.00** Jean Haritschelhar "Topet-Etxahun koblakariaren bizia"

**10.45** Eztabaida

**11.30** Topet-Etxahunen kantoreak – Maddi Oihenart, Jean Noël Pinque, Jean Pierre Luro, Dominique Uthurriborde, Lucien Larraus

**12.00** Zintzur bustitzea

**15.00** Jean Haritschelhar, "Topet-Etxahun koblakariaren obra"

**15.45** Pastoral zaharren bideo agerraldia

**16.15** Mahain ingurua leheneko pastoraletako jokulariak eta oraiokak

## Sommaire

● **CAHIER N°1 ENBATA**

Collectivité territoriale, le Conseil des élus vote pour .....4, 9

Rentrée d'AEK. ....10

● **CAHIER N°2 «ALDA»** ..... quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05 59 46 11 16 – Mail: enbata@wanadoo.fr

**Abonnement d'un an:** 60€

**Responsable de la publication:** Jakes Abeberry. **Dessins:** Etxebeltz.

Imprimerie du Labourd, ZI Saint-Etienne à Bayonne.

Commission paritaire n°0312 C 87190